

## **Les problèmes de la terre au Brésil et le document de “Justice et Paix”**

*Des Frères Missionnaires des Campagnes sont au Brésil depuis la fin de 1989. Le texte publié par le Conseil pontifical « Justice et Paix », tout en ayant valeur universelle, concerne spécialement ce pays, comme l'ensemble des pays d'Amérique latine (1). Nous avons voulu savoir comment il pouvait être reçu là-bas. Pour ce faire, nous avons interrogé Frère Jean-Marie Fouquet avant son retour vers le Brésil, le 22 juillet.*

### **Comment peut-on décrire la situation de la terre au Brésil ?**

– Avant la colonisation, il n'existait pas vraiment de propriété de la terre. Les Indiens cultivaient selon leurs besoins. Ils défrichaient un terrain et se déplaçaient lorsque la terre était devenue trop pauvre. En fait, une grande partie du pays était en forêts.

Les Portugais sont arrivés avec le modèle des grandes exploitations que l'on trouve au sud du Portugal. À partir de la côte, ils ont commencé à cultiver de grandes surfaces pour le café et la canne à sucre. Ces exploitations sont devenues des entreprises industrielles. Peu à peu, le défrichage s'est développé davantage à l'intérieur des terres.

### **Pourquoi les grandes propriétés continuent-elles à exister ?**

– En partie à cause des dévaluations de la monnaie. L'achat de terres représentait un placement. Des commerçants, des politiques et autres personnes fortunées des villes ont acheté, sur carte, des terres non affectées, sans se préoccuper de savoir si elles étaient de fait exploitées. Les petits paysans ont été expulsés. L'ensemble de l'État de Maranhão était ainsi “à l'État”, et une grande part a été distribuée.

Ces grandes propriétés sont peu exploitées. Le propriétaire habite en ville. Sur place, il a un gérant ou un vacher. Les petits paysans étaient eux-mêmes des migrants, ayant quitté leur région où sévissait, entre autre, la sécheresse. De fait, ils étaient propriétaires de petits lopins de terre. Mais les surfaces n'étaient pas bien délimitées et de plus les paysans ne savent pas lire, ce qui les rend vulnérables.

Dans un premier temps, ils sont allés vers les villes pour y chercher du travail. La ville d'Imperatriz est née à partir de la construction de la route transamazono-

nienne. L'exploitation du bois s'est beaucoup développée, avec le travail qui s'y attachait

Plusieurs raisons ont poussé les gens à quitter la ville pour revenir à la campagne. D'abord le manque de travail et de nourriture. Puis surtout la violence urbaine (on tue facilement ...) Ils avaient sous les yeux ces milliers d'hectares inutilisés par les fazendeiros, les gros propriétaires. C'est de là qu'est né le mouvement des « paysans sans terres »

### **Quels autres problèmes rencontrez-vous ?**

– Beaucoup de terrains ont été vendus à la Celmar, une entreprise multinationale de la Cellulose du Maranhão, pour la plantation et l'exploitation de l'eucalyptus et la fabrication de pâte à papier. On est actuellement dans la phase de plantation. Une usine doit être implantée sur la région. Mais le travail est saisonnier ; déjà, nous constatons que ce travail de plantation et de nettoyage des eucalyptus se termine. Que faire alors pour assurer la nourriture de la famille ? Les gens ont besoin de pouvoir cultiver un morceau de terrain. Tout reste orienté vers les cultures industrielles en vue de l'exportation, soja, eucalyptus.

### **Comment l'Église s'est-elle intéressée à ce problème ?**

– Depuis une trentaine d'années, la Conférence nationale des évêques du Brésil (Cnbb) a fondé la Commission pastorale de la Terre (Cpt) pour aider les acapamentos - les paysans qui occupent des terres incultes – à s'y maintenir. Le Mst, “Movimento dos sem terra” – Mouvement des sans terre – né hors de l'Église, est maintenant assez important, et assez bien organisé à travers tout le Brésil : c'est lui qui fait avancer les démarches de désappropriation de terres. En 1997, dans l'État du Maranhão, où se trouve le diocèse d'Imperatriz, 168 824 ha ont pu être partagés entre 4 850 familles. Mais les propriétaires n'acceptent pas. C'est pour cela que le Padre Josimo, responsable de la Cpt, a été tué il y a dix ans.

Le processus est le suivant : des paysans sans terre prennent contact avec le syndicat du mouvement ; on repère des terres qui sont abandonnées. Une occupation est décidée par un petit groupe de responsables et tout le monde est prévenu au dernier moment pour se rendre telle nuit sur le terrain. On construit une baraque en bois, on cultive à la houe et on reste sur place. La police arrive, plus ou moins, sur les lieux ; alors on discute, et il faut négocier avec le propriétaire et l'État. Parfois, ce dernier rachète les terres par l'intermédiaire d'un organisme, un peu comme cela se passe en France avec les Safer.

On le voit, il n'y a pas vraiment de réforme agraire efficace. C'est la contrainte

des manifestations paysannes qui fait avancer les choses. Le mouvement est devenu important. Parfois, les conflits deviennent très violents.

### **Quelle peut être la portée d'un tel texte ?**

– D'abord, il apporte un soutien aux responsables de l'Église. Certes, les gros propriétaires n'ont pas accepté l'option préférentielle de l'Église pour les pauvres ; ils vont rejeter un tel document. Mais l'épiscopat et l'Église dans son ensemble restent engagés avec les pauvres : chaque année, au moment du Carême, la Cnbb fait une campagne avec un thème particulier. Cette année, l'école, la famille, les prisonniers... Les années passées, le thème retenu était celui des exclus, des marginaux, et parmi eux tous ceux qui sont exclus de la terre.

Le 7 Septembre, jour de la Fête nationale, une journée de la fraternité (o grito dos excluidos, le cri des exclus) est organisée par tous les mouvements d'Église. Beaucoup de diocèses, dont le nôtre, marquent cette journée par un rassemblement de masse et une célébration. Mais la Commission pastorale de la terre est surtout un mouvement de laïcs.

### **Quelles sont les perspectives d'avenir ?**

– Grand comme seize fois la France, le Brésil est un pays relativement organisé, dont l'administration fonctionne aussi par États. En ce qui concerne l'organisation politique, le Brésil est une démocratie qui se cherche. Mais cette recherche est souvent minée par la corruption. Il existe cependant une réelle opposition, surtout au moment des élections.

Il a des possibilités, des équipements, une infrastructure industrielle, des ressources naturelles et il évolue.

Différentes suivant les régions (plus "européennes" au sud, plus "indiennes" ou "africaines" au nord), les mentalités changent aussi, surtout dans le sud et le centre.

Pour en revenir à la question de la terre, il ne suffit pas de donner une terre aux paysans pour faire une réforme agraire. Comme l'affirme le document, une réforme agraire n'est efficace que si elle s'accompagne d'une formation humaine et technique. Il faut arrêter de brûler les terres pour défricher, il faut arrêter d'épuiser les terrains par la répétition des mêmes cultures, mais il faut en même temps donner aux paysans des moyens pour travailler une terre difficile car la végétation est très abondante.

Enfin il y a assez de terre pour tout le monde. Mais pour cela il faut croire à une certaine justice, à l'accueil du pauvre... On peut développer simultanément petite culture et grande culture, cultures vivrières et cultures industrielles ou

d'exportation. Certaines productions peuvent encore être développées, par exemple les fruits.

### **Comment êtes-vous engagés ?**

Témoins de l'amour de Dieu en notre monde, nous voulons être proches de nos frères ruraux défavorisés en Amérique latine, et à divers niveaux

Déjà à travers la pastorale : nous desservons sept villages et nous faisons un effort de formation en organisant des équipes de laïcs . Les adultes savent peu lire. Un gros travail se fait auprès des enfants et des familles pour l'éducation et la santé. Nous assurons l'accompagnement de la Maison Familiale. Nous cultivons également un terrain d'environ trois hectares (jardinage, arbres fruitiers, chèvres)

*Recueilli par Frère Bernard Louis Pasquier*